

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Vite-des-infos,26050>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez  
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°54 > **Vite, des infos !**

**9 avril 2013**

## **Vite, des infos !**

### **Les nouveaux députés seront-ils plus au courant des questions énergétiques ?**

La question mérite d'être posée... L'étude du CEVIPOF réalisée pour l'ADEME en 2009 et 2010 (donc avant Fukushima), auprès de 130 députés et 70 sénateurs, avait identifié plusieurs convergences entre le public et les parlementaires, d'accord pour considérer que les énergies fossiles (pétrole et gaz) ne présentaient aucune des qualités proposées par l'enquête, et que l'énergie solaire est "respectueuse de l'environnement, sûre, représentant l'avenir et la modernité, capable de lutter contre l'effet de serre".

Mais elle avait surtout identifié un retard toujours très significatif, bien que se réduisant par rapport à la précédente enquête de 2003, des perceptions des parlementaires par rapport à celles du public :

"L'énergie éolienne est toujours mieux notée par le public que par les parlementaires. Ces derniers, en particulier ne l'estiment guère moderne, ni porteuse d'avenir, ni performante ; L'énergie nucléaire, à l'inverse, est toujours jugée plus positivement par les parlementaires que par le public. Les différences les plus sensibles concernent les jugements sur les coûts (moins chère pour 33 % des parlementaires contre 10 % du public), le respect de l'environnement (13 % contre 2 %), la qualification d'énergie de l'avenir (31 % contre 11 %), la modernité (34 % contre 19 %) et surtout les performances où l'écart est maximum : 72 % pour les parlementaires contre 33 % pour le public." Ajoutons l'énergie la moins dangereuse (5 % des parlementaires contre 0 % du public), l'énergie la moins polluante (16 % contre 2 %), l'énergie permettant de lutter le mieux contre l'effet de serre (35 % contre 3 %)..."

Il est permis de chercher une des explications de telles divergences dans la représentativité sociale défaillante des parlementaires. Au 15 juin 2012, la moyenne d'âge de l'Assemblée nationale était de 59 ans et 10 mois. L'Assemblée ne comportait alors que 109 femmes pour 447 hommes (soit 19 %) ; la nouvelle Assemblée en compte 155 (soit un peu moins de 27 %) pour 422 hommes. À peine 1,7 % des députés élus en 2007 appartenaient à la catégorie "employés et ouvriers", dans laquelle s'inscrit pourtant plus de la moitié de la population active ; une catégorie qui représentait 18,8 % de la première Assemblée de la IVe République (1946-1951). A contrario, on décompte 59 % de "cadres, ingénieurs et professions intellectuelles supérieures" parmi les députés sur la mandature 2007-2012.

Cette criante fracture sociale entre l'Assemblée censée représenter le peuple et la société française sera-t-elle un tant soit peu réduite à l'occasion des législatives de 2012 ? Nous ne le savons pas à

'heure où nous écrivons... Une nouvelle enquête approfondie sur les opinions en matière d'énergie des sénateurs et députés issus des récentes élections serait instructive.

Sources : [www.cevipof.com](http://www.cevipof.com), étude "Les parlementaires et l'environnement" / [www.assemblee-nationale.fr](http://www.assemblee-nationale.fr) / [www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr)

---

## **Royaume-Uni : 30 problèmes de sûreté à résoudre avant toute certification de l'EPR**

EDF voudrait construire deux réacteurs EPR sur le site de Hinkley Point dans le Somerset (Royaume-Uni). Mais le processus d'évaluation du modèle de réacteur est très en retard...

Missionné par Wilkinson Environmental Consultants, l'expert indépendant en sûreté nucléaire John Large a remis début juin un rapport intérimaire sur le processus lancé en 2008 et mené par l'Office for Nuclear Regulation (l'autorité de sûreté nucléaire britannique), qui vise à évaluer différents aspects (en matière de sûreté, sécurité et environnement) du modèle de réacteur proposé par Areva. Ce rapport pointe que le processus a déjà pris un retard significatif, et ne sera donc pas achevé à la date à laquelle EDF escompte obtenir l'autorisation de commencer le chantier de construction du réacteur Hinkley Point C. Parmi les 31 problèmes soulevés par l'ONR, un seul a été résolu à ce jour ; la résolution de ce problème-là n'impliquait rien de plus qu' "un exercice de coin de table"... Les requêtes formulées par l'ONR suite aux stress-tests post-Fukushima demeurent sans réponse.

John Large note que "EDF semble tout simplement ne pas avoir alloué les ressources techniques nécessaires à la résolution des problèmes cruciaux en matière de sûreté nucléaire identifiés" par l'ONR. L'autorité de sûreté nucléaire britannique porte un regard critique sur les réponses apportées jusqu'à présent par EDF et Areva, estimant que certaines "sont parvenues avec retard ou ne fournissent pas des informations d'une qualité ou des preuves d'une solidité conformes à ce que nous attendions."

Au vu de ces informations, deux organisations opposées à la construction de ces deux réacteurs, Stop Hinkley et Nuclear Free Local Authorities, demandent que l'ONR n'accorde aucune autorisation tant que tous les problèmes identifiés n'ont pas été résolus, et qu'aucune opération ne puisse être menée sur le chantier avant l'émission de cette autorisation. Elles appellent également l'ONR et l'Environment Agency à ne pas plier devant la pression du gouvernement britannique ni devant celle de l'industrie nucléaire, désireux de voir le processus s'accélérer.

Source : Stop Hinkley - NFLA, [www.nuclearpolicy.info/docs/news/NFLA\\_GDA\\_problems\\_report.pdf](http://www.nuclearpolicy.info/docs/news/NFLA_GDA_problems_report.pdf)

---

## **Les énergies renouvelables de plus en plus compétitives**

L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) a publié le 6 juin une série de cinq analyses détaillées sur le coût et la performance des principales technologies (éolien, biomasse, solaire photovoltaïque et à concentration, hydroélectrique).

L'IRENA constate que les renouvelables représentent désormais la moitié des ajouts de capacité de production électrique dans le monde, et qu'elles sont les technologies les plus économiques tant pour l'électrification hors-réseau et les extensions de réseaux, que pour des unités centralisées de production dans des zones bien dotées en ressources renouvelables.

Selon le directeur-général de l'IRENA, Adnan Z. Amin, "la révolution des renouvelables est en marche. Ces analyses montrent que le déploiement rapide des technologies de production d'électricité

d'origine renouvelable, ainsi que la réduction rapide des coûts correspondante, entretiennent un cercle vertueux. [...] Le coût du financement est un facteur majeur, et les stratégies pour réduire le coût d'investissement sont aussi importantes que les efforts d'ingénierie pour réduire les coûts des installations. Un point important, c'est que la baisse des coûts que nous avons constatée signifie que les politiques de soutien aux énergies renouvelables ne sont pas aussi coûteuses que tendraient à le laisser penser une analyse statique des coûts."

Par exemple, les coûts du solaire photovoltaïque ont baissé drastiquement, le coût des modules en silicium cristallin ayant plongé de plus de 60 % au cours des deux dernières années, jusqu'à à peine un dollar par watt. C'est compétitif avec les tarifs de l'électricité résidentielle dans de nombreux pays bien ensoleillés. La capacité photovoltaïque installée cumulée a augmenté de 70 % en 2011, et si cette croissance de capacité peut être maintenue ou accrue, de nouvelles réductions de coûts interviendront.

L'IRENA estime également que l'éolien terrestre est désormais une option hautement compétitive, avec des coûts qui sont, dans les zones favorables, déjà compétitifs ou moins chers que la production d'électricité en centrale thermique à gaz.

Une analyse complémentaire évalue à quatre millions le nombre d'emplois qui pourraient être créés dans le monde d'ici 2030 dans le seul domaine de l'accès à l'énergie hors-réseau, qui concerne uniquement des installations renouvelables de petite capacité.

Source : IRENA, 6 juin 2012

---

## **Coût du nucléaire : quand les régulateurs vendent la mèche...**

Ces derniers mois, le mythe d'un nucléaire "bon marché" prend sacrément du plomb dans l'aile. On peut aussi constater avec intérêt que certaines personnalités travaillant pour les autorités de régulation du nucléaire expriment régulièrement des critiques sur la compétitivité réelle de cette technologie.

Ainsi, à l'occasion de sa nomination par Barack Obama au poste de directrice de la NRC (Nuclear Regulatory Commission, l'autorité de sûreté nucléaire américaine), on apprend que la géologue Allison McFarlane avait déclaré en 2007, dans une interview pour l'Atomic Show sur The Podcast Network, que : "Nous n'assisterons pas à une expansion massive du nucléaire dans ce pays [les États-Unis], sauf si le gouvernement apporte un soutien financier considérable." (Source : [www.businessweek.com](http://www.businessweek.com), Atomic 'Agnostic' Named for U.S. NRC Ties Industry Growth to Aid)

Plus récemment, le 6 juin 2012, à l'occasion d'une conférence organisée par L'Usine Nouvelle, le président de l'ASN (Autorité de Sûreté Nucléaire française) a pour sa part déclaré que "les contrats de vente de réacteurs nucléaires à l'export sont obtenus à des prix complètement bradés." Lacoste a enfoncé le clou : "Les prix acceptés par les vendeurs et obtenus par les acheteurs ne sont pas soutenables. [...] C'est déjà un problème sérieux, et nous devons nous assurer qu'il ne s'y ajoute pas un dumping au détriment de la sûreté." (Source : Bloomberg, French Nuclear Watchdog Says Orders Won at Too-Low Prices ; nous retraduisons les propos de M. Lacoste de l'anglais, n'ayant pu en obtenir la transcription d'origine en français)

Peter Bradford est un expert des questions liées au nucléaire et à la politique énergétique. Il enseigne auprès de différentes institutions, et a par exemple collaboré récemment avec la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement) concernant le remplacement des réacteurs restants de la centrale de Tchernobyl. De 1977 à 1982, il travailla au sein de la NRC (autorité de sûreté nucléaire américaine).

Dans un article paru dans la prestigieuse revue Nature en mars 2012, Bradford explique que "l'ennemi le plus implacable du nucléaire dans les 30 dernières années a été non pas le risque pour la santé du public, mais celui pour le portefeuille des investisseurs. Aucun nouveau projet nucléaire n'a jamais été commandé avec succès sur un marché de l'énergie compétitif, nulle part dans le monde." Il ajoute que "au moment du désastre de Fukushima, seuls quatre pays (la Chine, la Russie, l'Inde et la Corée du Sud) construisaient plus de deux réacteurs. Dans ces quatre pays, les citoyens paient pour les nouveaux réacteurs que le gouvernement décide de construire, à travers des subventions directes ou des hausses du prix de l'énergie." (Source : The Guardian, Why taxpayers serve nuclear power and not the other way around)

---

### **Rosalie Bertell, les yeux ouverts**

Rosalie Bertell, chercheuse américano-canadienne mondialement célèbre pour ses travaux sur l'impact de la radioactivité sur la santé humaine est décédée le 14 juin dernier, à l'âge de 83 ans.

Cette petite femme de santé fragile a eu de nombreuses vies. Tout d'abord, Sœur Rosalie a été carmélite et a maintenu son engagement religieux toute sa vie. Mais elle a aussi été une féministe et une militante antinucléaire acharnée, une polémiste redoutée des militaires et des industriels du nucléaire. Dans son livre majeur, Sans danger immédiat, elle a dénoncé le cynisme et l'ampleur de la pollution radioactive, qu'il s'agisse des essais nucléaires, de Tchernobyl ou même des radiographies médicales abusives. Mais on pourrait ajouter qu'elle a dirigé la commission médicale internationale sur la catastrophe de Bhopal, dénoncé les dangers du chlore et mené bien d'autres batailles sur la santé environnementale. Rosalie Bertell disait : "Une fois qu'on a les yeux ouverts, on ne peut plus les fermer."